

La mesure du progrès vue par Josep Borrell

«Une crise de l'intelligence collective»

Instrument utile pour mesurer l'activité économique, le PIB n'est pas adéquat pour mesurer le progrès, estime Josep Borrell, président de l'Institut universitaire européen de Florence et ancien président du Parlement européen. Selon lui, d'autres indicateurs sont nécessaires, mais ils restent tous imparfaits.

■ Lorsqu'il est question de progrès, tout le monde ne pense qu'à la croissance du produit intérieur brut (PIB), alors qu'une approche aussi restrictive est dommageable pour appréhender la réalité, a souligné Josep Borrell à la Cour des comptes européenne, où se déroulait un séminaire international qu'organise cette semaine le Conseil économique et social et qui porte sur la mesure du progrès du développement et du bien-être.

D'après M. Borrell, «il faut changer la façon dont nous mesurons la réalité».

Reconnaissant que le PIB demeure très utile pour l'activité économique, l'orateur a souligné que cet instrument ne mesure pas pour autant le progrès. Le PIB se limite à la mesure de la valeur marchande, alors que le bonheur est une question subjective. Or, dès qu'on s'attaque à la définition des valeurs, l'on entre dans un champ politique, a ajouté M. Borrell. Ce dernier a mentionné le rapport de la commission Stiglitz, publié en septembre 2009, et dont l'objectif était de définir de nouveaux indicateurs de richesse. Ce fut «un énorme pas en avant mais c'était largement insuffisant»,



(Caricature: Florin Balaban)

juge l'ancien président du Parlement européen.

La valeur du PIB n'est qu'un pâle reflet de la réalité, comme l'illustre l'exemple de l'Irlande, qui a connu une hausse spectaculaire de son PIB depuis 1985 mais dont le revenu net disponible sur le plan national a chuté pendant la même période, ce qui veut dire que les ménages irlandais n'ont guère profité de la hausse de la richesse. La raison vient du fait que le quart de cette richesse a été exporté sous forme de dividendes payés aux investisseurs étrangers. A l'inverse, la Norvège, qui a profité de la hausse des prix des produits pétroliers, a connu dans le même temps

une hausse du revenu disponible supérieure à celle de son PIB. Cette dernière mesure ne donne pas davantage d'indications sur la cohésion sociale: ainsi, les Etats-Unis affichaient en 2007 un PIB par habitant nettement supérieur à celui de l'Allemagne ou de la France, mais le revenu moyen du décile inférieur de la population était moins important que celui des deux pays européens, ce qui traduit un plus grand écart de richesse aux Etats-Unis.

Mesurer l'inégalité

D'autres instruments ont été élaborés en vue de compenser ces absences de mesure, dont le

plus connu est l'indicateur du développement humain, qui prend en compte non seulement la croissance matérielle mais aussi l'espérance de vie et le niveau d'instruction.

Cet indicateur est toutefois contesté car il constitue la somme de pondérations au caractère très arbitraire. La Banque mondiale a développé quant à elle «l'épargne nette ajustée», qui additionne le capital humain et le capital physique et a pour avantage de prendre en compte les stocks et pas seulement les flux. Le résultat n'est cependant pas très brillant, a constaté M. Borrell.

Un autre indicateur est l'empreinte écologique, qui se limite à mesurer l'exploitation ou la surexploitation de la surface de la Terre. Son mérite réside avant tout dans sa capacité à montrer que le problème de l'équité ne se situe plus sur un plan strictement national mais à l'échelle globale.

L'OCDE a développé à son tour une série d'indicateurs sociaux, car le PIB ne dit rien sur les inégalités. Aux Etats-Unis par exemple, 5 % seulement de la population a profité de la croissance du PIB à la fin du siècle dernier. Dans le même temps, la rémunération annuelle moyenne des 150 personnes les mieux payées dans les grandes entreprises américaines a connu une explosion. «Nous traversons une crise de l'intelligentsia collective», déplore Josep Borrell, soulignant que l'appât du gain amène les cadres à embrasser une carrière d'opérateur boursier plutôt que d'ingénieur dans l'industrie.

De manière générale, les inégalités de revenus ont tendance à se creuser, observe par ailleurs M. Borrell. Si au sein de la zone euro, le coût unitaire du travail a évolué nettement moins vite en Allemagne que dans les autres grands pays, la part de la demande intérieure allemande dans la demande intérieure totale de la zone euro a cependant diminué de quelque 31 % à près de 26 % au cours des vingt dernières années. Ce qui explique peut-être aussi les tensions actuelles au sein de la zone euro, conclut M. Borrell.

■ Laurent Moysse

Un Fielmann en ville vous épargne la comparaison des prix.

Fielmann vous présente tout le monde de la mode des lunettes: plus de 4.000 modèles de lunettes, de grandes marques et de couturiers internationaux. Trois ans de garantie sur toutes les lunettes. Le tout à un prix garanti avantageux, car Fielmann vous accorde la garantie de remboursement*.

1.000 lunettes au tarif de la Sécurité Sociale, verres de la maison Zeiss.

3 ans de garantie, la Caisse Maladie prend tout en charge.

€ 0⁰⁰

Lentilles de contact journalières

Lentilles de marque, très grand confort, boîte de 2x 30 (pour 1 mois).

€ 19⁰⁰

Lunettes de soleil à votre vue

Montures métalliques ou en matières synthétiques, verres à simple foyer, 3 ans de garantie.

€ 29⁵⁰

Lunettes progressives de grande qualité

Verres de marque, durcis, couche antireflets, 3 ans de garantie.

€ 125⁰⁰

Lunettes: **Fielmann.**

*Garantie de remboursement

Si vous trouvez, dans les six semaines après votre achat chez Fielmann, le même produit moins cher ailleurs, Fielmann le reprend et vous en rembourse le prix d'achat. Lunettes: Fielmann.